

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 bd de la Dollée  
CS 70 272  
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 11/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION**

ZA la Busnouviere  
50860 Moyon Villages

Références : 2025-117  
Code AIOT : 0005301581

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION implanté 740 RTE DE L'AUBANNERIE - MOYON 50420 MOYON VILLAGES. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un retour d'expérience de l'accidentologie dans les entreprises en Normandie met en évidence des origines électriques dans un certain nombre d'accidents/incidents.

Dans le cadre de son programme annuel d'inspections des installations classées pour la protection de l'environnement, la DREAL Normandie a fait le choix de mener une opération d'envergure de vérification des contrôles des installations électriques. Environ 150 sites industriels ont fait l'objet de ce contrôle au cours du premier semestre 2024. Cette action se poursuit en 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION
- 740 RTE DE L'AUBANNERIE - MOYON 50420 MOYON VILLAGES
- Code AIOT : 0005301581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Eurial exploite une usine de spécialités laitières (crème, yaourt, fromage blanc), de beurre concentré, d'ingrédients pour l'industrie agroalimentaire (principalement de la poudre de lait et du lait concentré), principalement à partir de lait. La production annuelle s'élève à environ 45 000 t par an. Les produits sont conditionnés en vrac, en big bags, en citernes ou en fûts. Ils sont destinés aux industriels et professionnels de l'alimentaire exclusivement.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 6.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Refroidissement en circuit ouvert	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
4	Limite d'intervention du contrôle des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	électriques			
5	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
7	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant entretient de façon sérieuse et efficace ses installations électriques.

Le travail engagé sur la mise à jour du zonage ATEX est à poursuivre et à intégrer dans le programme de vérification annuel des installations électriques.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Emissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de la station d'épuration, l'exploitant procède à une étude acoustique visant à vérifier le respect des valeurs limites en périphérie de site et des niveaux d'émergence. Les résultats de cette étude sont communiqués dès réception à l'Inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Après la confirmation des sources de bruit par l'audit mené en 2024, l'exploitant a fait construire un mur anti-bruit en limite de propriété au niveau des zones où l'émergence réglementaire était dépassée.</p>

L'exploitant a prévu de vérifier les niveaux sonores en juin 2025 lorsque les travaux en cours sur les groupes froids seront terminés.

L'inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir le résultat de ces contrôles.

Actuellement, des travaux sont en cours pour le remplacement des groupes froids du site (avec remplacement du fluide R134 et récupération de chaleur).

A l'issue de ces travaux, le site ne relèvera plus de la rubrique ICPE 1185.

L'inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir un rapport à porter à connaissance précisant les modifications en cours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra copie du rapport de la vérification des émissions sonores prévue en juin 2025 qui doit confirmer le retour à une situation conforme en terme d'émergence sonore.

Il informera également l'inspection de l'évolution de sa situation par rapport à la réglementation des ICPE en prenant en compte les travaux actuellement en cours de réalisation sur ses groupes froids.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Refroidissement en circuit ouvert**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.[...]

**Constats :**

Les eaux utilisées pour le refroidissement sont des eaux de **récupération** issues de l'écumeuse PE1.

Ce sont des eaux issues de l'évaporation du lait et recyclées dans le système de refroidissement.

L'exploitant demande à garder le circuit ouvert puisque les eaux utilisées ne proviennent pas du

réseau.
Compte tenu que le système de refroidissement n'utilise pas de l'eau issue du réseau ou du milieu naturel, l'inspection n'a pas d'objection à ce que le système reste en circuit ouvert.
Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 3 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport, réalisé du 25/11/2024 au 27/11/2024 par le bureau Veritas, est présenté. Ce rapport indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que la vérification a été complète et ne présente aucune limite d'intervention lors du contrôle. L'exploitant confirme que le contrôle est effectué sur plusieurs jours, ce qui lui permet de mettre à l'arrêt les ateliers au fur et à mesure des vérifications.</li> <li>• que l'exploitant n'a pas fourni de zonage ATEX (voir point de contrôle 6)</li> </ul> <p>Le rapport présente deux remarques (état d'un bac de rétention sous un transformateur ; poignée d'un sectionneur à remplacer sur une armoire électrique).</p> <p>Le document Q18 ne fait état d'aucune anomalie et de l'absence de risque incendie. Le dernier document Q19 du 25/11/2024 ne présente aucune remarque. L'exploitant fait faire la vérification par thermographie tous les 6 mois. Le document Q19 précédent en date du 14/06/24, ne présente qu'une anomalie qui a été levée le 31/07/2024 selon le suivi de l'exploitant sur GMAO (cf. point de contrôle n°6).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux</p>

dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle des installations électriques indique que la vérification a été complète et ne présente aucune limite d'intervention lors du contrôle. L'exploitant précise que le contrôle est effectué sur plusieurs jours, ce qui lui permet de mettre à l'arrêt les ateliers au fur et à mesure des vérifications.  Par contre, le zonage ATEX n'a pas été fourni à l'organisme de contrôle (cf. point de contrôle 6)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise le suivi des non-conformités à l'aide de la GMAO ; dès réception du rapport de contrôle, les actions sont saisies dans la GMAO et un ordre de travail est transmis au technicien de maintenance du site. A la demande de l'inspection, l'exploitant montre sur la GMAO le suivi du défaut observé dans le document Q19 de juin 2024 et le solde de l'action en date du 31/07/24.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  En 2019/2020, l'INERIS a réalisé une étude de zonage ATEX sur le site ; la démarche concernait

plusieurs sites du groupe.

91 zones ATEX ont été listées pour le site de Moyon, dont 52 au niveau de la tour de séchage du lait.

Plus récemment, l'exploitant a créé un groupe de travail afin de mettre à jour son document DRPCE et le zonage ATEX de son établissement et établir un plan de travail en conséquence. Sur la base des recommandations de l'étude de l'INERIS, l'exploitant met progressivement en place des actions afin de réduire ou déclasser les zones ATEX.

A ce jour, 65 % des actions sont réalisées.

A l'issue de ce plan d'action, l'exploitant prévoit de finaliser son zonage ATEX.

Cependant, dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, la conformité des équipements utilisés en zone ATEX n'est pas contrôlée par l'organisme qui réalise les vérifications électriques des installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de fournir, lors d'un prochain contrôle des installations électriques, le zonage ATEX à l'organisme afin que ce dernier vérifie l'adéquation des équipements utilisés en atmosphère explosive.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 9 mois

**N° 7 : Etat général visuel des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

**Constats :**

L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant l'état général des installations électriques qu'elle a pu visualiser sur une partie de l'installation et souligne le très bon état général des installations visitées (tour de séchage).



Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------